

- b) être reconnu « indemne de BoHV-1 », comme décrit dans l'annexe III, D.2., sur base d'un ELISA pour la détection d'anticorps dirigés contre la glycoprotéine E du BoHV-1 réalisé sur un échantillon de sang prélevé dans les trente jours qui précèdent le départ.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 novembre 2016 relatif à la lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,  
W. BORSUS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2016/09444]

1 SEPTEMBER 2016. — Koninklijk besluit tot tijdelijke verplaatsing van de zetel Durbuy van het vredegerecht van het kanton Marche-en-Famenne en Durbuy naar Marche-en-Famenne

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikel 72, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 1 december 2013 en 19 oktober 2015;

Gelet op de behoeften van de dienst;

Gelet op de adviezen van de voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank van het gerechtelijk arrondissement Luxemburg van 23 juni 2016 en van de procureur des Konings bij het parket Luxemburg van 26 juli 2016;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De zetel Durbuy van het vredegerecht van het kanton Marche-en-Famenne en Durbuy wordt tijdelijk naar Marche-en-Famenne overgebracht.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 september 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie:  
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2016/09444]

1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 2016. — Arrêté royal transférant temporairement le siège de Durbuy de la justice de paix du canton de Marche-en-Famenne et Durbuy à Marche-en-Famenne

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, l'article 72, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 1<sup>er</sup> décembre 2013 et du 19 octobre 2015;

Vu les nécessités du service;

Vu les avis du président des juges de paix et des juges au tribunal de police de l'arrondissement judiciaire du Luxembourg du 23 juin 2016 et du procureur du Roi près le parquet du Luxembourg du 26 juillet 2016;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le siège de Durbuy de la justice de paix du canton de Marche-en-Famenne et Durbuy est temporairement transféré à Marche-en-Famenne.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206124]

24 NOVEMBRE 2016. — Décret modifiant le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques et diverses dispositions relatives au transport par route (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le présent décret transpose partiellement la Directive 2015/719 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 modifiant la Directive 96/53/CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international. »

**Art. 2.** Dans l'article 2 du même décret, l'alinéa 2 est complété par les 5° et 6° rédigés comme suit :

« 5° fixer les règles de navigation sur les voies hydrauliques et les grands ouvrages hydrauliques;

6° prendre des dispositions spécifiques à chaque voie hydraulique et grand ouvrage hydraulique en fonction de circonstances particulières. ».

**Art. 3.** A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° ceux qui apposent des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales ou photographiques, des tracts ou des papillons ou installent tout dispositif publicitaire sur le domaine public régional à des endroits autres que ceux autorisés par l'autorité gestionnaire; »;

2° dans le paragraphe 2, le 5° est abrogé;

3° le paragraphe 3, inséré par le décret du 22 décembre 2010, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Sont punissables d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 75 euros à 75.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui conduisent un véhicule ou un train de véhicules dont la masse sur les essieux excède, sans préjudice de l'application de la tolérance de mesure de l'appareil de pesage, le maximum autorisé. »;

4° il est complété par les paragraphes 4 à 7 rédigés comme suit :

« § 4. Sont punissables d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 75 euros à 75.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui conduisent un véhicule ou un train de véhicules dont la masse totale excède, sans préjudice de l'application de la tolérance de mesure de l'appareil de pesage, le maximum autorisé.

§ 5. Sont punissables d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 75 euros à 75.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui conduisent un véhicule ou un train de véhicules chargé dont les dimensions du chargement excèdent le maximum autorisé.

§ 6. Les montants repris au présent article sont majorés des décimes additionnels tels que prévus par la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales.

§ 7. La peine et l'amende reprises au présent article sont déterminées en fonction de la gravité de l'infraction, de l'éventuelle concomitance de plusieurs infractions et de l'éventuelle récidive ».

**Art. 4.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre IIIbis intitulé "Des infractions spécifiques commises sur le domaine public régional des voies hydrauliques".

**Art. 5.** Dans le chapitre IIIbis inséré par l'article 4, il est inséré un article 5bis rédigé comme suit :

« Art. 5bis.

§ 1<sup>er</sup>. Sont punissables d'une amende de 50 euros à 1.000 euros :

1° ceux qui commettent une infraction aux articles 3, § 1<sup>er</sup>, c), 5, §§ 2, 3 et 5, 7, alinéa 1<sup>er</sup>; 8, § 3, alinéa 12, et § 4, § 2, alinéa 2, 11, § 2 et 12, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant règlement de la navigation sur les voies hydrauliques en Région wallonne et abrogeant pour la Région wallonne certaines dispositions de l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement général des voies navigables du Royaume;

2° ceux qui nourrissent les animaux sauvages sur le domaine public régional des voies hydrauliques.

§ 2. Sont punissables d'une amende de 50 euros à 10.000 euros :

- ceux qui commettent une infraction aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant règlement de la navigation sur les voies hydrauliques en Région wallonne et abrogeant pour la Région wallonne certaines dispositions de l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement général des voies navigables du Royaume, à l'exception des articles visés au paragraphe 1<sup>er</sup>;

- ceux qui adoptent un comportement inapproprié lors du franchissement d'un ouvrage;

- ceux qui participent à la conduite, à la traction ou au remorquage d'un bateau ou d'une installation flottante, et qui par des manœuvres, des déplacements ou des stationnements créent volontairement un obstacle à la circulation normale sur les voies hydrauliques.

§ 3. Sont punissables d'une amende ceux qui conduisent un bateau en surcharge et dont le tirant d'eau excède le tirant d'eau maximum autorisé fixé pour cette voie dans une disposition spécifique prise en vertu de l'article 2, alinéa 2, 6°.

L'amende visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de :

1° 1.000 à 5.000 euros en cas de surcharge inférieure à 10 tonnes;

2° 2.000 à 10.000 euros en cas de surcharge de 10 tonnes à moins de 20 tonnes;

3° 4.000 à 20.000 euros en cas de surcharge de 20 tonnes à moins de 50 tonnes;

4° 5.000 à 30.000 euros en cas de surcharge de 50 tonnes à moins de 100 tonnes;

5° 6.000 à 50.000 euros en cas de surcharge de 100 tonnes à moins de 500 tonnes;

6° 7.500 à 75.000 euros en cas de surcharge de 500 tonnes et plus.

§ 4. Sont punissables d'une amende de 50 euros à 10.000 euros les infractions à :

1° la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation et à ses arrêtés d'exécution;

2° la loi du 21 mai 1991 relative à l'instauration d'un brevet de conduite pour la navigation sur les voies navigables du Royaume et à ses arrêtés d'exécution;

3° l'arrêté royal du 30 mars 1976 approuvant le Règlement de visite des bateaux du Rhin;

4° l'arrêté royal du 24 septembre 2006 portant fixation du règlement général de police pour la navigation sur les eaux intérieures du Royaume;

5° l'arrêté royal du 9 mars 2007 portant les prescriptions d'équipage sur les voies navigables du Royaume;

6° l'arrêté royal du 16 janvier 1996 relatif à l'accès à la profession de transporteur de marchandises par voie navigable dans le domaine des transports nationaux et internationaux.

§ 5. Les montants repris aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 4 sont majorés des décimes additionnels tels que prévus par la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales. »

**Art. 6.** A l'article 6 du même décret, modifié par les décrets des 22 décembre 2010 et 27 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "Sans préjudice des compétences des fonctionnaires de la police fédérale et de la police locale" sont remplacés par "Sans préjudice des compétences des fonctionnaires de la police fédérale et de la police locale pour l'application des dispositions du présent décret" et les mots "à l'article 5" sont remplacés par les mots "aux articles 5 ou 5bis";

b) dans le paragraphe 4, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> enjoindre à toute personne sur laquelle pèse des indices sérieux d'infractions visées aux articles 5 et 5bis la présentation de sa carte d'identité ou de tout autre document permettant son identification, ainsi que la présentation des documents nécessaires et indispensables à l'identification du véhicule ou du bâtiment flottant; »;

c) le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. En cas d'infraction à l'article 5, § 3 ou § 4, le policier domanial peut immobiliser le véhicule ou train de véhicules. Il peut faire procéder au déchargement dans les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> de cinq pour cent à vingt pour cent de surcharge: décharger l'excédent de poids et éventuellement, s'il estime que la surcharge a pu causer un risque de sécurité, retirer le certificat de visite avec renvoi à la station de délivrance;

2<sup>o</sup> plus de vingt pour cent de surcharge : décharger totalement et retirer le certificat de visite avec renvoi à la station de délivrance.

En cas d'infraction à l'article 5, § 5, le policier domanial peut immobiliser le véhicule ou train de véhicules. Il peut faire procéder au déchargement dans les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> de cinq pour cent à vingt pour cent de dépassement de dimension : décharger l'excédent de dimension;

2<sup>o</sup> plus de vingt pour cent de dépassement de dimension : décharger totalement.

L'immobilisation et le déchargement sont faits aux frais, risques et périls de l'auteur de l'infraction.

En cas de refus d'immobilisation ou de déchargement, le véhicule ou le train de véhicules peut être retenu pendant une période de nonante-six heures à compter de la constatation de l'infraction, aux frais, risques et périls de l'auteur de l'infraction.

Passé le délai visé à l'alinéa 4, le ministère public peut ordonner la saisie du véhicule ou du train de véhicules. Un avis de saisie est envoyé au propriétaire du véhicule ou du train de véhicules dans les deux jours ouvrables. Le véhicule ou le train de véhicules reste aux frais et risques de l'auteur de l'infraction pendant la durée de la saisie. La saisie est levée après justification du déchargement et paiement des frais éventuels de conservation. »;

d) il est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 6. En cas d'infraction à l'article 5bis, § 3, le policier domanial procède à l'immobilisation du bateau et au déchargement de l'excédent de fret sur le plus proche quai et avant le franchissement du prochain ouvrage d'art. A défaut de déchargement, le bateau ne peut franchir le prochain ouvrage d'art.

Le bateau est déchargé aux frais, risques et périls de l'auteur présumé de l'infraction.

§ 7. Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article. »

**Art. 7.** Dans l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 2010, les mots "ou § 4 ou § 5" sont insérés entre les mots "ou § 3," et les mots "l'autorité gestionnaire peut d'office".

**Art. 8.** L'article 8bis du même décret, inséré par le décret du 22 décembre 2010 et modifié par le décret du 27 octobre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8bis. § 1<sup>er</sup>. Un policier domanial qui constate une infraction à l'article 5 ou à l'article 5bis peut percevoir immédiatement une somme d'argent, avec l'accord du contrevenant.

§ 2. Le montant de la perception immédiate est de 150 euros pour les infractions visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, et de 50 euros pour les infractions visées à l'article 5, § 2.

§ 3. En cas d'infraction à l'article 5, § 3, le montant de la perception immédiate est, sans préjudice de l'application de la tolérance de mesure de l'appareil de pesage, de :

1<sup>o</sup> 250 euros en cas de surcharge jusqu'à cinq pour cent;

2<sup>o</sup> 500 euros en cas de surcharge de plus de cinq pour cent à dix pour cent;

3<sup>o</sup> 1.000 euros en cas de surcharge de plus de dix pour cent à quinze pour cent;

4<sup>o</sup> 1.500 euros en cas de surcharge de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;

5<sup>o</sup> 2.000 euros en cas de surcharge de plus de vingt pour cent à trente pour cent;

6<sup>o</sup> 2.500 euros en cas de surcharge de plus de trente pour cent à quarante pour cent;

7<sup>o</sup> 3.000 euros en cas de surcharge de plus de quarante pour cent à cinquante pour cent;

8<sup>o</sup> 3500 euros en cas de surcharge de plus de cinquante pour cent à soixante pour cent;

9<sup>o</sup> 4000 euros en cas de surcharge de plus de soixante pour cent.

§ 4. En cas d'infraction à l'article 5, § 4, le montant de la perception immédiate est, sans préjudice de l'application de la tolérance de mesure de l'appareil de pesage, de :

1<sup>o</sup> 500 euros en cas de dépassement de la masse maximale autorisée jusqu'à dix pour cent;

2<sup>o</sup> 1000 euros en cas de dépassement de la masse maximale autorisée de plus de dix pour cent à quinze pour cent;

3<sup>o</sup> 2000 en cas de dépassement de la masse maximale autorisée de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;

4<sup>o</sup> 3000 en cas de dépassement de la masse maximale autorisée de plus de vingt pour cent à trente pour cent;

5<sup>o</sup> 4000 euros en cas de dépassement de la masse maximale autorisée de plus de trente pour cent à quarante pour cent;

6<sup>o</sup> 5000 euros en cas de dépassement de la masse maximale autorisée de plus de quarante pour cent.

§ 5. Par dérogation aux paragraphes 3 et 4, les véhicules ou combinaisons de véhicules, dont la masse maximale autorisée :

1° ne dépasse pas 3,5 tonnes, se voient infliger un montant de perception immédiate de vingt pour cent des montants prévus aux paragraphes 3 et 4;

2° est supérieure à 3,5 tonnes et inférieure à 12 tonnes, se voient infliger un montant de perception immédiate de cinquante pour cent des montants prévus aux paragraphes 3 et 4;

3° est supérieure ou égale à 12 tonnes sans être supérieure à 32 tonnes, se voient infliger un montant de perception immédiate de quatre-vingt pour cent des montants prévus aux paragraphes 3 et 4.

§ 6. En cas d'infraction à l'article 5, § 5, le montant de la perception immédiate est de :

1° lorsque la longueur du véhicule ou du train de véhicules chargé excède la longueur maximale autorisée :

a) 75 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée jusqu'à cinq pour cent;

b) 400 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de cinq pour cent à dix pour cent;

c) 700 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de dix pour cent à quinze pour cent;

d) 1.000 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;

e) 1.500 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de vingt pour cent à trente pour cent;

f) 2.000 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de trente pour cent à quarante pour cent;

g) 2.500 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de quarante pour cent;

2° lorsque la hauteur du véhicule ou du train de véhicules chargé excède la hauteur maximale autorisée :

a) 75 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée jusqu'à deux pour cent;

b) 200 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de deux pour cent à cinq pour cent;

c) 700 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de cinq pour cent à dix pour cent;

d) 1.500 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de dix pour cent à quinze pour cent;

e) 2.000 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;

f) 2.500 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de vingt pour cent;

3° lorsque la largeur du véhicule ou du train de véhicules chargé excède la largeur maximale autorisée :

a) 75 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée jusqu'à cinq pour cent;

b) 200 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée de plus de cinq pour cent à vingt pour cent;

c) 700 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée de plus de vingt pour cent à quarante pour cent;

d) 1.500 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée de plus de quarante pour cent.

§ 7. Si plusieurs infractions visées aux paragraphes 3 à 6 sont constatées simultanément, les montants des perceptions immédiates sont cumulés sans pouvoir dépasser 7.500 euros.

§ 8. En cas d'infraction à l'article 5*bis*, § 1<sup>er</sup>, le montant de la perception immédiate est de 250 euros.

§ 9. En cas d'infraction à l'article 5*bis*, § 2, le montant de la perception immédiate est de 750 euros.

§ 10. En cas d'infraction à l'article 5*bis*, § 3, le montant de la perception immédiate est de :

1° 1.000 euros en cas de surcharge inférieure à 10 tonnes;

2° 2.000 euros en cas de surcharge de 10 tonnes à moins de 20 tonnes;

3° 4.000 euros en cas de surcharge de 20 tonnes à moins de 50 tonnes;

4° 5.000 euros en cas de surcharge de 50 tonnes à moins de 100 tonnes;

5° 6.000 euros en cas de surcharge de 100 tonnes à moins de 500 tonnes;

6° 7.500 euros en cas de surcharge de 500 tonnes ou plus.

§ 11. En cas d'infraction à l'article 5*bis*, § 4, le montant de la perception immédiate est de 1.000 euros.

§ 12. Le paiement immédiat de la somme éteint la possibilité d'infliger au contrevenant une amende administrative pour le fait visé.

Le paiement immédiat de la somme n'empêche pas le procureur du Roi de faire application des articles 216*bis* ou 216*ter* du Code d'instruction criminelle, ni d'engager des poursuites pénales. En cas d'application des articles 216*bis* ou 216*ter* du Code d'instruction criminelle, la somme immédiatement perçue est imputée sur la somme fixée par le Ministère public et l'excédent éventuel est remboursé.

En cas de condamnation de l'intéressé, la somme immédiatement perçue est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée, et l'excédent éventuel est remboursé.

En cas d'acquiescement, la somme immédiatement perçue est restituée.

En cas de condamnation conditionnelle, la somme immédiatement perçue est restituée après déduction des frais de justice.

En cas d'infraction à l'article 5 ou à l'article 5*bis*, lorsque l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée ou refuse son paiement, il consigne une somme correspondant au montant total des perceptions immédiates dues par infraction.

Le Gouvernement détermine les modalités de perception et d'indexation de la somme et peut préciser les modalités d'application du présent article. »

**Art. 9.** A l'article 9 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Si les faits sont passibles d'une sanction pénale en vertu de l'article 5 ou 5bis, une amende administrative peut être infligée au contrevenant en lieu et place de la sanction pénale.

Le montant de l'amende administrative est :

1° de 50 euros à 10.000 euros pour les infractions visées aux articles 5, § 1<sup>er</sup> et 5bis, § 2;

2° de 50 euros à 1.000 euros pour les infractions visées aux articles 5, § 2 et 5bis, § 1<sup>er</sup>;

3° déterminé en appliquant au montant de la perception immédiate les décimes additionnels tels que prévus par la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, pour les infractions visées à l'article 5, §§ 3 à 5.

L'amende administrative est doublée si, cumulativement :

1° il y a récidive d'une infraction visée à l'article 5, §§ 3 à 5, dans les trois ans à dater d'une décision administrative définitive infligeant une amende administrative portant indistinctement sur une de ces infractions;

2° le montant de la perception immédiate applicable à la nouvelle infraction est au moins égal à celui appliqué à l'infraction faisant l'objet de la décision administrative définitive ou que des dégâts ont été portés au domaine public régional routier à la suite de la nouvelle infraction.

En cas d'infraction à l'article 5bis, § 3, le montant de l'amende administrative est :

1° de 1.000 à 5.000 euros en cas de surcharge inférieure à 10 tonnes;

2° de 2.000 à 10.000 euros en de surcharge de 10 tonnes à moins de 20 tonnes;

3° de 4.000 à 20.000 euros en cas de surcharge de 20 tonnes à moins de 50 tonnes;

4° de 5.000 à 30.000 euros en cas de surcharge de 50 tonnes à moins de 100 tonnes;

5° de 6.000 à 50.000 euros en cas de surcharge de 100 tonnes à moins de 500 tonnes;

6° de 7.500 à 75.000 euros en cas de surcharge de plus de 500 tonnes.

Pour les infractions visées à l'article 5bis, § 4, le montant de l'amende administrative est de 50 euros au moins à 10.000 euros au plus.

Le Gouvernement désigne un ou plusieurs fonctionnaires sanctionneurs, ci-après dénommé "le fonctionnaire", parmi les fonctionnaires ayant un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent.

Le fonctionnaire inflige les amendes administratives dans des conditions garantissant son indépendance et son impartialité. Un fonctionnaire ne peut prendre de décision dans un dossier dans lequel il est déjà intervenu dans une autre qualité, ni avoir un intérêt direct ou indirect dans les entreprises ou institutions concernées par la procédure.

Le Gouvernement peut déterminer des frais de procédure administrative. »;

b) il est complété par le paragraphe 10 rédigé comme suit :

« § 10. Les personnes civilement responsables, aux termes de l'article 1384 du Code civil, le sont également pour le paiement de l'amende pénale, de la perception immédiate ou de l'amende administrative et des frais de justice ou de procédure.

Le donneur d'ordre, le chargeur, le commissionnaire de transport ou le commissionnaire-expéditeur remet au transporteur auquel il confie le transport d'un conteneur ou d'une caisse mobile une déclaration indiquant le poids de ce conteneur ou de cette caisse mobile transporté. Le transporteur donne accès à tout document utile remis par le chargeur.

Le donneur d'ordre, le chargeur, le commissionnaire de transport ou le commissionnaire-expéditeur d'un transport de marchandises sont punis au même titre que les auteurs des infractions visées à l'article 5, §§ 3 à 5, s'ils ont donné des instructions ou posé des actes ayant entraîné les infractions en question, ou s'ils n'ont pas fait application de l'alinéa 2. »

**Art. 10.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre VI<sup>ter</sup> intitulé "Mesures d'office applicables sur le domaine public régional des voies hydrauliques".

**Art. 11.** Dans le chapitre VI<sup>ter</sup> inséré par l'article 10, il est inséré une section 1<sup>re</sup> intitulée "Déplacement d'office".

**Art. 12.** Dans la section 1<sup>re</sup> insérée par l'article 11, il est inséré un article 9<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Art. 9<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. L'autorité gestionnaire met en demeure le propriétaire, et à défaut soit le conducteur, soit l'occupant du bateau ou de l'installation flottante de quitter les lieux lorsque, soit :

1° son stationnement, en violation des lois et règlements ou d'une injonction de l'autorité gestionnaire, compromet la conservation, l'utilisation normale ou la sécurité des usagers des voies hydrauliques;

2° le titulaire d'une autorisation ou d'une convention de concession temporaire ne respecte pas les conditions fixées dans cette dernière et qu'il est mis fin à ladite convention ou ladite autorisation.

Lors de l'application du 1°, l'autorité gestionnaire indique au propriétaire, au conducteur ou à l'occupant un nouveau lieu de stationnement.

§ 2. L'autorité gestionnaire fixe le délai dans lequel le bateau ou l'installation flottante est déplacé, ce délai ne pouvant être inférieur à vingt-quatre heures. A l'expiration du délai, l'autorité gestionnaire procède au déplacement du bateau ou de l'installation flottante.

Lorsque le bateau ou l'installation flottante sert de domicile ou de résidence, la mise en demeure visée au paragraphe 1<sup>er</sup> fixe un délai d'exécution qui n'est pas inférieur à sept jours à compter de sa notification. Le déplacement d'office du bateau ou de l'installation flottante est effectué de manière à en permettre l'accès au propriétaire, au conducteur ou à l'occupant.

Sauf en cas d'urgence, la mise en demeure peut intervenir uniquement après que le propriétaire, le conducteur ou l'occupant aient pu présenter leurs observations écrites ou orales. Cette mise en demeure les informe qu'ils peuvent être assistés d'un conseil.

En cas de danger imminent, les bateaux ou installations flottante peuvent être déplacés d'office sans mise en demeure préalable. L'autorité gestionnaire notifie, dès lors, au propriétaire le nouveau lieu de stationnement. »

**Art. 13.** Dans la même section 1<sup>re</sup>, il est inséré un article *9quater* rédigé comme suit :

« Art. *9quater*. Les frais liés au déplacement d'office, à l'amarrage et à la garde du bateau ou de l'installation flottante déplacée sont à charge du propriétaire.

Lors du déplacement d'office et de l'amarrage, les manœuvres sont réalisées aux risques et périls du propriétaire.

Le propriétaire reste responsable de la garde du bateau ou de l'installation flottante. »

**Art. 14.** Dans le chapitre *VIter* inséré par l'article 10, il est inséré une section 2 intitulée "Bateaux abandonnés et épaves".

**Art. 15.** Dans la section 2 insérée par l'article 14, il est inséré une sous-section 1<sup>re</sup> intitulée "Bateaux ou installations flottantes abandonnés".

**Art. 16.** Dans la sous-section 1<sup>re</sup> insérée par l'article 15, il est inséré un article *9quinquies* rédigé comme suit :

« Art. *9quinquies*. La présente sous-section s'applique à tout bateau ou installation flottante en état de flottabilité, abandonné sur le domaine public régional et qui présente un danger ou une entrave prolongée pour la navigation. »

**Art. 17.** Dans la même sous-section 1<sup>re</sup>, il est inséré un article *9sexies* rédigé comme suit :

« Art. *9sexies*. L'autorité gestionnaire, en vue de mettre un terme au danger ou à l'entrave prolongée, peut procéder à la réquisition des biens et des personnes.

Le Gouvernement arrête les modalités de réquisition des biens et des personnes.

En cas de réquisition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les cours et tribunaux déterminent l'indemnité. »

**Art. 18.** Dans la même sous-section 1<sup>re</sup>, il est inséré un article *9septies* rédigé comme suit :

« Art. *9septies*. § 1<sup>er</sup>. L'autorité gestionnaire peut, lorsque le propriétaire ou son représentant, après mise en demeure de mettre un terme, dans le délai visé à l'article *9ter*, § 2, au danger ou à l'entrave prolongée, refuse ou s'abstient de prendre les mesures nécessaires, intervenir aux frais, risques et péril du propriétaire.

En cas d'urgence, l'autorité gestionnaire peut prendre, sans délai, les mesures d'intervention et de sauvegarde nécessaires en ce compris les mesures de garde et de manœuvre.

§ 2. L'abandon du bateau ou de l'installation flottante par son propriétaire résulte également, soit :

1° du défaut d'autorisation d'occupation du domaine;

2° de l'absence de propriétaire, de conducteur, d'occupant ou de gardien à bord;

3° de l'inexistence de mesure de garde ou de manœuvre.

Les agents visés à l'article 6 constatent l'abandon du bateau ou de l'installation flottante.

Le procès-verbal de constat est transmis par envoi recommandé dans les quinze jours de son établissement. Le procès-verbal de constat vaut mise en demeure pour le propriétaire du bateau ou de l'installation flottante de faire cesser l'état d'abandon dans les deux mois à dater de sa notification.

Lorsqu'aucun propriétaire, conducteur, occupant ou gardien ne se manifeste ou ne prend pas les mesures de manœuvre ou d'entretien nécessaire afin de faire cesser l'état d'abandon dans les six mois à dater de la notification du constat au propriétaire, l'autorité gestionnaire peut déclarer abandonné le bateau ou l'installation flottante et en acquiert la propriété.

Le transfert de propriété fait l'objet d'une transcription sur les registres de la conservation des hypothèques.

L'autorité gestionnaire peut procéder, dans les deux mois à dater de l'acquisition de la propriété, soit :

1° à la vente du bateau ou de l'installation flottante, sous réserve des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires;

2° à sa destruction si sa valeur marchande ne justifie pas sa mise en vente. »

**Art. 19.** Dans la section 2 insérée par l'article 14, il est inséré une sous-section 2 intitulée "Epaves".

**Art. 20.** Dans la sous-section 2 insérée par l'article 19, il est inséré un article *9octies* rédigé comme suit :

« Art. *9octies*. La présente sous-section s'applique aux épaves de bateau ou d'installation flottante situés sur le domaine publique régional.

L'état d'épave du bateau ou de l'installation flottante résulte de la non flottabilité, de l'absence d'occupant et de l'inexistence de mesures de garde et de manœuvre le concernant. »

**Art. 21.** Dans la même sous-section 2, il est inséré un article *9novies* rédigé comme suit :

« Art. *9novies*. Lorsque le propriétaire de l'épave est inconnu ou lorsque, dûment mis en demeure, directement ou en la personne de son représentant, il refuse ou néglige de procéder aux opérations de sauvetage, de récupération, d'enlèvement, de destruction ou à celles destinées à supprimer les dangers que présente cette épave, l'autorité gestionnaire, selon le cas peut intervenir d'office ou procéder à la vente ou au déchirage de l'épave aux frais et risques du propriétaire.

La créance des sauveteurs ainsi que celle qui procède des travaux de sauvetage est garantie par un privilège sur la valeur de l'épave de même rang que le privilège des frais pour la conservation de la chose. »

**Art. 22.** Dans le chapitre *VIter* inséré par l'article 10, il est inséré une section 3 intitulée "Saisies et exécution forcée en matière de stationnement de longue durée".

**Art. 23.** Dans la section 3 insérée par l'article 22, il est inséré un article *9decies* rédigé comme suit :

« Art. *9decies*. En cas de non-paiement des redevances telles que fixées dans la convention de concession temporaire, le bateau ou l'installation flottante peut faire l'objet d'une saisie exécution mobilière.

La saisie exécution mobilière est pratiquée suivant les formes et la procédure prescrites par les articles 1545 à 1559 du Code judiciaire. »

**Art. 24.** L'article 12 du même décret est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 novembre 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,  
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

—  
Note

(1) *Session 2016-2017.*

*Documents du Parlement wallon*, 624 (2016-2017), n<sup>os</sup> 1 à 5.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 23 novembre 2016.

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/206124]

**24. NOVEMBER 2016 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes und verschiedener Bestimmungen bezüglich des Straßenverkehrs (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2015/719 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2015 zur Änderung der Richtlinie 96/53/EG des Rates zur Festlegung der höchstzulässigen Abmessungen für bestimmte Straßenfahrzeuge im innerstaatlichen und grenzüberschreitenden Verkehr in der Gemeinschaft sowie zur Festlegung der höchstzulässigen Gewichte im grenzüberschreitenden Verkehr teilweise umgesetzt.»

**Art. 2** - In Artikel 2 desselben Dekrets wird der Absatz 2 durch die Ziffern 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«5° die Schifffahrtsvorschriften auf den Wasserstraßen und den großen Wasserbauwerken festzulegen;

6° für jede Wasserstraße und jedes große Wasserbauwerk je nach den besonderen Umständen spezifische Vorkehrungen zu treffen.»

**Art. 3** - In Artikel 5 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

«3° diejenigen, die auf dem regionalen öffentlichen Netz an anderen Stellen, als denjenigen die von der Verwaltungsbehörde zugelassen sind, Beschriftungen, Plakate, Abbildungen oder Fotografien, Flug- oder Faltblätter anbringen oder jegliche Werbevorrüstung installieren;»;

2° in Paragraph 2 wird die Ziffer 5 aufgehoben;

3° Paragraph 3, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 3 - Diejenigen, die ein Fahrzeug oder einen Kraftwagenzug fahren, dessen Masse auf den Achsen unbeschadet der Anwendung der Messtoleranz der Wiegevorrichtung das zugelassene Maximum überschreitet, werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 75 Euro bis 75.000 Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.»;

4° er wird durch die Paragraphen 4 bis 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 4 - Diejenigen, die ein Fahrzeug oder einen Kraftwagenzug fahren, dessen Gesamtmasse unbeschadet der Anwendung der Messtoleranz der Wiegevorrichtung das zugelassene Maximum überschreitet, werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 75 Euro bis 75.000 Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.»

§ 5 - Diejenigen, die ein beladenes Fahrzeug oder einen beladenen Kraftwagenzug fahren, dessen Ladungsmasse das zugelassene Maximum überschreitet, werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 75 Euro bis 75.000 Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

§ 6 - Die in dem vorliegenden Artikel angegebenen Beträge werden um die im Gesetz vom 5. März 1952 über die Zuschlagzehntel auf strafrechtliche Geldbußen vorgesehenen Zuschlagzehntel erhöht.

§ 7 - Die in dem vorliegenden Artikel angeführte Strafe und Geldbuße werden je nach der Schwere des Verstoßes, des eventuellen Zusammentreffens mehrerer Verstöße und im etwaigen Wiederholungsfall festgelegt».

**Art. 4** - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel IIIbis mit dem Titel "Auf dem regionalen öffentlichen Wasserstraßennetz begangene spezifische Verstöße" eingefügt.

**Art. 5** - In das durch Artikel 4 eingefügte Kapitel IIIbis wird ein Artikel 5bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 5bis -

§ 1 - Mit einer Geldstrafe von 50 Euro bis 1.000 Euro werden diejenigen belegt, die:

1° einen Verstoß gegen Artikel 3 § 1 c), Artikel 5 §§ 2, 3 und 5, Artikel 7 Absatz 1, Artikel 8 § 3 Absatz 12 und § 4, Artikel 9 § 2 Absatz 2, Artikel 11 § 2 und Artikel 12 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Regelung der Schifffahrt auf den Wasserstraßen in der Wallonischen Region und zur Aufhebung für die Wallonische Region mancher Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 15. Oktober 1935 zur Einführung der allgemeinen Ordnung über die Wasserstraßen des Königreichs begehen;

2° die Wildtiere auf dem regionalen öffentlichen Wasserstraßennetz füttern.

§ 2 - Mit einer Geldstrafe von 50 Euro bis 10.000 Euro werden diejenigen belegt, die:

- einen Verstoß gegen die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Regelung der Schifffahrt auf den Wasserstraßen in der Wallonischen Region und zur Aufhebung für die Wallonische Region mancher Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 15. Oktober 1935 zur Einführung der allgemeinen Ordnung über die Wasserstraßen des Königreichs begehen, mit Ausnahme der in Paragraph 1 erwähnten Artikel;

- sich beim Überqueren eines Wasserbauwerks unangemessen verhalten;

- am Fahren, Ziehen oder Abschleppen eines Schiffs oder einer schwimmenden Anlage beteiligt sind und durch Manövrieren, Verlagern oder Parken absichtlich eine Behinderung des normalen Verkehrs auf dem Wasserstraßennetz verursachen.

§ 3 - Mit einer Geldstrafe werden diejenigen belegt, die ein Schiff fahren, das überlastet ist und dessen Tiefgang den für diese Wasserstraße in einer aufgrund des Artikels 2 Absatz 2 Ziffer 6 festgesetzten Bestimmung festgelegten höchstzulässigen Tiefgang überschreitet.

Die in Absatz 1 erwähnte Geldstrafe beläuft sich auf:

1° 1.000 bis 5.000 Euro im Falle einer Überlastung unter 10 Tonnen;

2° 2.000 bis 10.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 10 Tonnen und unter 20 Tonnen;

3° 4.000 bis 20.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 20 Tonnen und unter 50 Tonnen;

4° 5.000 bis 30.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 50 Tonnen und unter 100 Tonnen;

5° 6.000 bis 50.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 100 Tonnen und unter 500 Tonnen;

6° 7.500 bis 75.000 Euro im Falle einer Überlastung von 500 Tonnen und mehr.

§ 4 - Mit einer Geldstrafe von 50 Euro bis 10.000 Euro werden die Verstöße gegen folgende Gesetze und Erlasse belegt:

1° das Gesetz vom 5. Juni 1972 über die Sicherheit der Schiffe und seine Ausführungserlasse;

2° das Gesetz vom 21. Mai 1991 über die Einführung eines Führerbrevets für das Befahren der Wasserstraßen des Königreichs und seine Ausführungserlasse;

3° den Königlichen Erlass vom 30. März 1976 zur Genehmigung der Ordnung über die Untersuchung der Rheinschiffe;

4° den Königlichen Erlass vom 24. September 2006 zur Festlegung der allgemeinen Polizeiverordnung für die Schifffahrt auf den Binnengewässern des Königreichs;

5° den Königlichen Erlass vom 9. März 2007 über die Besatzungsvorschriften auf den Wasserstraßen des Königreichs;

6° den Königlichen Erlass vom 16. Januar 1996 über den Zugang zum Beruf des Transportunternehmers im innerbelgischen und grenzüberschreitenden Güterverkehr auf Binnenwasserstraßen.

§ 5 - Die in den Paragraphen 1, 2 und 4 angegebenen Beträge werden um die im Gesetz vom 5. März 1952 über die Zuschlagzehntel auf strafrechtliche Geldbußen vorgesehenen Zuschlagzehntel erhöht.»

**Art. 6** - In Artikel 6 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Dezember 2010 und vom 27. Oktober 2011, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "Unbeschadet der Zuständigkeiten der Beamten der föderalen Polizei und der lokalen Polizei" durch die Wörter "Unbeschadet der Zuständigkeiten der föderalen Polizei und der lokalen Polizei für die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets" und die Wörter "in Artikel 5" durch die Wörter "in den Artikeln 5 und 5bis" ersetzt;

b) in Paragraph 4 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

1° jede Person, die wegen schwerwiegender Indizien für eine Straftat gemäß den Artikeln 5 und 5bis unter Verdacht steht, anzuweisen, ihren Personalausweis oder jedes andere Dokument, mittels dessen sie identifiziert werden kann, sowie die zur Identifizierung des Fahrzeugs oder des Wasserfahrzeugs erforderlichen und unerlässlichen Dokumente vorzuweisen;»;



c) Paragraph 5 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 5 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5 § 3 oder § 4 ist der Domänenpolizist befugt, das Fahrzeug oder den Kraftwagenzug stillzulegen. Er kann das Ausladen unter folgenden Bedingungen vornehmen lassen:

1° bei fünf Prozent bis zwanzig Prozent Überlastung: das überschüssige Gewicht entladen und eventuell, falls er der Ansicht ist, dass die Überlastung ein Sicherheitsrisiko verursachen konnte, die Prüfbescheinigung mit Rücksendung an die Ausstellungsstelle entziehen;

2° bei mehr als zwanzig Prozent Überlastung: alles entladen und die Prüfbescheinigung mit Rücksendung an die Ausstellungsstelle entziehen.

Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5 § 5 ist der Domänenpolizist befugt, das Fahrzeug oder den Kraftwagenzug stillzulegen. Er kann das Ausladen unter folgenden Bedingungen vornehmen lassen:

1° bei fünf Prozent bis zwanzig Prozent Überschreitung der Ladungsmasse: die überschüssige Ladungsmasse entladen;

2° bei mehr als zwanzig Prozent Überschreitung der Ladungsmasse: alles entladen.

Die Stilllegung und das Entladen erfolgen auf Kosten, Rechnung und Gefahr des Zuwiderhandelnden.

Im Falle einer Verweigerung der Stilllegung oder des Entladens kann das Fahrzeug oder der Kraftwagenzug während eines Zeitraums von sechsundneunzig Stunden ab der Feststellung des Verstoßes auf Kosten, Rechnung und Gefahr des Zuwiderhandelnden zurückbehalten werden.

Nach Ablauf der in Absatz 4 erwähnten Frist kann die Staatsanwaltschaft die Pfändung des Fahrzeugs oder des Kraftwagenzugs anordnen. Dem Eigentümer des Fahrzeugs oder des Kraftwagenzugs wird innerhalb von zwei Werktagen eine Pfändungsanzeige zugesandt. Der Zuwiderhandelnde trägt während der Dauer der Pfändung die Kosten und Risiken für das Fahrzeug oder den Kraftwagenzug. Die Pfändung wird aufgehoben, nachdem der Nachweis für das Entladen und die Zahlung der eventuellen Aufbewahrungskosten erbracht wurde.»;

d) er wird durch die Paragraphen 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 6 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5bis § 3 lässt der Domänenpolizist die Stilllegung und das Entladen des Frachtüberschusses am nächstgelegenen Kai und vor dem Überqueren des nächsten Wasserbauwerks vornehmen. Wenn das Schiff nicht entladen ist, kann es das nächste Wasserbauwerk nicht überqueren.

Die Stilllegung und das Entladen erfolgen auf Kosten, Rechnung und Gefahr des mutmaßlichen Zuwiderhandelnden.

§ 7 - Die Regierung kann die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels bestimmen.»

**Art. 7** - In Artikel 8 Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010, werden die "oder § 4 oder § 5" zwischen die Wörter "oder § 3" und die Wörter "erwähnten Fällen von Verstößen" eingefügt.

**Art. 8** - Artikel 8bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 2010 und abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 8bis - § 1 - Ein Domänenpolizist, der einen Verstoß gegen Artikel 5 oder gegen Artikel 5bis feststellt, kann mit dem Einverständnis des Zuwiderhandelnden sofort eine Geldsumme einziehen.

§ 2 - Der Betrag der sofortigen Einziehung beläuft sich auf 150 Euro für die in Artikel 5 § 1 aufgeführten Straftaten, und auf 50 Euro für die in Artikel 5 § 2 aufgeführten Straftaten.

§ 3 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5 § 3 beläuft sich der Betrag der sofortigen Einziehung unbeschadet der Anwendung der Messtoleranz der Wiegevorrichtung auf:

1° 250 Euro im Falle einer Überlastung bis fünf Prozent;

2° 500 Euro im Falle einer Überlastung von mehr als fünf Prozent bis zehn Prozent;

3° 1.000 Euro im Falle einer Überlastung von mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;

4° 1.500 Euro im Falle einer Überlastung von mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;

5° 2.000 Euro im Falle einer Überlastung von mehr als zwanzig Prozent bis dreißig Prozent;

6° 2.500 Euro im Falle einer Überlastung von mehr als dreißig Prozent bis vierzig Prozent;

7° 3.000 Euro im Falle einer Überlastung von mehr als vierzig Prozent bis fünfzig Prozent;

8° 3.500 Euro im Falle einer Überlastung von mehr als fünfzig Prozent bis sechzig Prozent;

9° 4.000 Euro im Falle einer Überlastung von mehr als sechzig Prozent.

§ 4 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5 § 4 beläuft sich der Betrag der sofortigen Einziehung unbeschadet der Anwendung der Messtoleranz der Wiegevorrichtung auf:

1° 500 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Masse bis zehn Prozent;

2° 1.000 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Masse von mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;

3° 2.000 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Masse von mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;

4° 3.000 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Masse von mehr als zwanzig Prozent bis dreißig Prozent;

5° 4.000 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Masse von mehr als dreißig Prozent bis vierzig Prozent;

6° 5.000 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Masse von mehr als vierzig Prozent.

§ 5 - In Abweichung von den Paragraphen 3 und 4 wird für die Fahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen, deren höchstzulässige Masse:

1° 3,5 Tonnen nicht überschreitet, der Betrag einer sofortigen Einziehung von zwanzig Prozent des in den Paragraphen 3 und 4 vorgesehenen Betrags auferlegt;

2° über 3,5 Tonnen und unter 12 Tonnen liegt, der Betrag einer sofortigen Einziehung von fünfzig Prozent des in den Paragraphen 3 und 4 vorgesehenen Betrags auferlegt;

3° mindestens 12 Tonnen beträgt ohne 32 Tonnen zu überschreiten, der Betrag einer sofortigen Einziehung von achtzig Prozent des in den Paragraphen 3 und 4 vorgesehenen Betrags auferlegt.

§ 6 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5 § 5 beläuft sich der Betrag der sofortigen Erhebung auf:

1° wenn die Länge des beladenen Fahrzeugs oder Kraftwagenzugs die höchstzulässige Länge überschreitet:

a) 75 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge bis fünf Prozent;

b) 400 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge von mehr als fünf Prozent bis zehn Prozent;

c) 700 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge von mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;

d) 1.000 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge von mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;

e) 1.500 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge von mehr als zwanzig Prozent bis dreißig Prozent;

f) 2.000 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge von mehr als dreißig Prozent bis vierzig Prozent;

g) 2.500 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge von mehr als vierzig Prozent;

2° wenn die Höhe des beladenen Fahrzeugs oder Kraftwagenzugs die höchstzulässige Höhe überschreitet:

a) 75 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe bis zwei Prozent;

b) 200 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe von mehr als zwei Prozent bis fünf Prozent;

c) 700 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe von mehr als fünf Prozent bis zehn Prozent;

d) 1.500 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe von mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;

e) 2.000 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe von mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;

f) 2.500 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe von mehr als zwanzig Prozent;

3° wenn die Breite des beladenen Fahrzeugs oder Kraftwagenzugs die höchstzulässige Breite überschreitet:

a) 75 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite bis fünf Prozent;

b) 200 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite von mehr als fünf Prozent bis zwanzig Prozent;

c) 700 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite von mehr als zwanzig Prozent bis vierzig Prozent;

d) 1.500 Euro im Falle einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite von mehr als vierzig Prozent.

§ 7 - Werden mehrere in den Paragraphen 3 bis 6 erwähnte Verstöße gleichzeitig festgestellt, werden die Beträge der sofortigen Erhebung zusammengerechnet, ohne dass 7.500 Euro überschritten werden dürfen.

§ 8 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5bis § 1 beläuft sich der Betrag der sofortigen Erhebung auf 250 Euro.

§ 9 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5bis § 2 beläuft sich der Betrag der sofortigen Erhebung auf 750 Euro.

§ 10 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5bis § 3 beläuft sich der Betrag der sofortigen Erhebung auf:

1° 1.000 Euro im Falle einer Überlastung von weniger als 10 Tonnen;

2° 2.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 10 Tonnen und unter 20 Tonnen;

3° 4.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 20 Tonnen und unter 50 Tonnen;

4° 5.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 50 Tonnen und unter 100 Tonnen;

5° 6.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 100 Tonnen und unter 500 Tonnen;

6° 7.500 Euro im Falle einer Überlastung von 500 Tonnen oder mehr.

§ 11 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5bis § 4 beläuft sich der Betrag der sofortigen Erhebung auf 1.000 Euro.

§ 12 - Durch die sofortige Zahlung des Betrags erlischt die Möglichkeit, dem Zuwiderhandelnden eine administrative Geldbuße für den betreffenden Sachverhalt aufzuerlegen.

Durch die sofortige Zahlung des eingeforderten Betrags wird der Prokurator des Königs weder davon abgehalten, den Artikel 216bis oder 216ter des Strafprozessgesetzbuches anzuwenden, noch Strafverfolgungen einzuleiten. Bei einer Anwendung von Artikel 216bis oder 216ter des Strafprozessgesetzbuches wird die sofort eingezogene Summe dem Betrag angerechnet, der von der Staatsanwaltschaft festgelegt ist, und wird der etwaige Mehrbetrag zurückerstattet.

Im Falle einer Verurteilung der betroffenen Person wird der sofort erhobene Betrag von den an den Staat zu zahlenden Gerichtskosten und von der auferlegten Geldstrafe abgezogen und der eventuelle überschüssige Betrag zurückerstattet.

Im Falle eines Freispruchs wird der sofort eingezogene Betrag zurückerstattet.

Im Falle einer bedingten Verurteilung wird der sofort eingezogene Betrag nach Abzug der Gerichtskosten zurückerstattet.

Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5 oder gegen Artikel 5bis und falls der Zuwiderhandelnde keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat und den vorgeschlagenen Betrag nicht unverzüglich zahlt oder er deren Zahlung verweigert, hinterlegt er einen Betrag, der dem Gesamtbetrag der sofortigen Erhebungen pro Verstoß entspricht.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Einziehung und Indexierung des Betrags und kann die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels festlegen.»

**Art. 9** - In Artikel 9 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - Wenn die Sachverhalte aufgrund des Artikels 5 oder *5bis* mit einer Strafverfolgung belegt werden, kann dem Zuwiderhandelnden an Stelle der Strafverfolgung eine administrative Geldbuße auferlegt werden.

Der Betrag der administrativen Geldbuße:

1° beläuft sich auf 50 Euro bis 10.000 Euro für die in den Artikeln 5 § 1 und *5bis* § 2 erwähnten Verstöße;

2° beläuft sich auf 50 Euro bis 1.000 Euro für die in den Artikeln 5 § 2 und *5bis* § 1 erwähnten Verstöße;

3° wird festgelegt, indem auf den Betrag der sofortigen Erhebung die im Gesetz vom 5. März 1952 über die Zuschlagzehntel auf strafrechtliche Geldbußen vorgesehenen Zuschlagzehntel angewandt werden, was die in Artikel 5 §§ 3 bis 5 erwähnten Verstöße betrifft.

Die administrative Geldbuße wird verdoppelt, wenn kumulativ:

1° ein in Artikel 5 §§ 3 bis 5 erwähnter Verstoß innerhalb von drei Jahren ab dem endgültigen Verwaltungsbeschluss, durch den eine administrative Geldbuße auferlegt wird, die sich unterschiedslos auf einen dieser Verstöße bezieht, wiederholt wird;

2° der auf den neuen Verstoß anzuwendende Betrag der sofortigen Erhebung mindestens dem Betrag entspricht, der auf den Verstoß angewandt wird, der Gegenstand des endgültigen Verwaltungsbeschlusses ist, oder wenn dem regionalen Öffentlichen Straßennetz infolge des neuen Verstoßes Schäden zugefügt wurden.

In Falle eines Verstoßes gegen Artikel *5bis* § 3 beläuft sich der Betrag auf:

1° 1.000 bis 5.000 Euro im Falle einer Überlastung von weniger als 10 Tonnen;

2° 2.000 bis 10.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 10 Tonnen und unter 20 Tonnen;

3° 4.000 bis 20.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 20 Tonnen und unter 50 Tonnen;

4° 5.000 bis 30.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 50 Tonnen und unter 100 Tonnen;

5° 6.000 bis 50.000 Euro im Falle einer Überlastung ab 100 Tonnen und unter 500 Tonnen;

6° 7.500 bis 75.000 Euro im Falle einer Überladung von 500 Tonnen und mehr.

Für die in Artikel *5bis* § 4 erwähnten Verstöße beläuft sich der Betrag der administrativen Geldbuße auf mindestens 50 Euro und höchstens 10.000 Euro.

Die Regierung ernennt unter den Beamten, die über ein Universitätsdiplom des zweiten Zyklus oder über ein gleichwertiges Diplom verfügen, einen oder mehrere sanktionierende Beamte, nachstehend "der Beamte" genannt.

Der Beamte verhängt die administrativen Geldbußen unter Bedingungen, die seine Unabhängigkeit und seine Unparteilichkeit gewährleisten. Ein Beamter darf keinen Beschluss fassen in einer Akte, in der er bereits in einer anderen Eigenschaft eingeschritten ist, noch darf er ein direktes oder indirektes Interesse an den von dem Verfahren betroffenen Unternehmen oder Einrichtungen haben.

Die Regierung kann Kosten für das Verwaltungsverfahren festlegen.»;

b) er wird durch den Paragraphen 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 10 - Die im Sinne des Artikels 1384 des Zivilgesetzbuches zivilrechtlich verantwortlichen Personen sind ebenfalls zivilrechtlich verantwortlich für die Zahlung der Geldbuße, die sofortige Erhebung oder die administrative Geldbuße, sowie für die Gerichts- oder Verfahrenskosten.

Der Auftraggeber, der Verloader, der Spediteur oder der Kommissionär-Spediteur händigt dem Frachtführer, dem er den Transport eines Containers oder eines Wechselbehälters anvertraut, eine Erklärung aus, in der das Gewicht dieses transportierten Containers oder Wechselbehälters angegeben wird. Der Transporteur gewährt den Zugang zu jedem nützlichen, vom Verloader ausgehändigten Dokument.

Der Auftraggeber, Verloader, der Transportkommissar oder der Kommissar-Absender eines Warentransports werden ebenso bestraft wie die in Artikel 5 §§ 3 bis 5 erwähnten Zuwiderhandelnden, wenn sie Anweisungen gegeben oder Handlungen vorgenommen haben, die die betreffenden Verstöße verursacht haben, oder wenn sie den Absatz 2 nicht angewandt haben.»

**Art. 10** - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel IVter mit dem Titel "Auf das regionale öffentliche Straßen- und Wasserstraßennetz anwendbare Maßnahmen von Amts wegen" eingefügt.

**Art. 11** - In Kapitel VIter, eingefügt durch Artikel 10, wird ein Abschnitt 1 mit dem Titel "Verlagerung von Amts wegen" eingefügt.

**Art. 12** - In den durch Artikel 11 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel 9ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 9ter - § 1 - Die Verwaltungsbehörde fordert den Eigentümer, und mangels dessen entweder den Fahrer oder den Benutzer des Schiffes oder der schwimmenden Anlage auf, den Ort zu verlassen, wenn:

1° entweder sein Parken unter Verletzung der Gesetze und Regelungen oder einer Anordnung der Verwaltungsbehörde die Erhaltung, normale Benutzung oder Sicherheit der Benutzer der Wasserstraßen beeinträchtigt;

2° oder der Inhaber einer Zulassung oder einer vorläufigen Konzessionsvereinbarung die in der Letztgenannten festgelegten Bedingungen nicht einhält und er der besagten Vereinbarung oder Zulassung ein Ende gesetzt hat.

Bei Anwendung der Ziffer 1° weist die Verwaltungsbehörde dem Eigentümer, Fahrer oder Benutzer einen neuen Parkplatz zu.

§ 2 - Die Verwaltungsbehörde legt die Frist fest, innerhalb derer das Schiff oder die schwimmende Anlage verlagert wird, wobei diese Frist vierundzwanzig Stunden nicht unterschreiten darf. Nach Ablauf dieser Frist nimmt die Verwaltungsbehörde die Verlagerung des Schiffes oder der schwimmenden Anlage vor.

Wenn das Schiff oder die schwimmende Anlage als Wohnsitz oder Wohnort dient, wird in der in Paragraph 1 festgelegten Aufforderung eine Ausführungsfrist festgelegt, die sieben Tage ab ihrer Zustellung nicht unterschreitet. Die Verlagerung von Amts wegen des Schiffes oder der schwimmenden Anlage erfolgt derart, dass der Eigentümer, der Fahrer oder der Benutzer zu diesem bzw. dieser Zugang hat.

Außer im Dringlichkeitsfall kann die Aufforderung nur dann erfolgen, nachdem der Eigentümer, Fahrer oder Benutzer seine schriftlichen oder mündlichen Bemerkungen vorbringen konnte. In dieser Aufforderung werden sie informiert, dass sie von einem Berater unterstützt werden dürfen.

Bei unmittelbarer Gefahr können die Schiffe oder schwimmenden Anlagen von Amts wegen ohne vorherige Aufforderung verlagert werden. Die Verwaltungsbehörde teilt daraufhin dem Eigentümer den neuen Parkplatz mit.»

**Art. 13** - In denselben Abschnitt 1 wird ein Artikel *9quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *9quater* - Die Kosten für die Verlagerung von Amts wegen, das Festmachen und die Aufbewahrung des verlagerten Schiffes oder der verlagerten schwimmenden Anlage gehen zu Lasten des Eigentümers.

Während der Verlagerung von Amts wegen und des Festmachens erfolgen die Manöver auf Risiko und Gefahr des Eigentümers.

Der Eigentümer bleibt für die Aufbewahrung des Schiffes oder der schwimmenden Anlage verantwortlich.»

**Art. 14** - In Kapitel *Vlter*, eingefügt durch Artikel 10, wird ein Abschnitt 2 mit dem Titel "Verlassene Schiffe oder Wracks" eingefügt.

**Art. 15** - In den durch Artikel 14 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Unterabschnitt 1 mit dem Titel "Verlassene Schiffe oder schwimmende Anlagen" eingefügt.

**Art. 16** - In den durch Artikel 15 eingefügten Unterabschnitt 1 wird ein Artikel *9quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *9quinquies* - Der vorliegende Unterabschnitt ist auf jedes schwimmfähige Schiff oder jede schwimmfähige schwimmende Anlage anwendbar, das bzw. die auf dem regionalen öffentlichen Netz verlassen wird und eine Gefahr oder eine längere Behinderung für die Schifffahrt darstellt.»

**Art. 17** - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel *9sexies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *9sexies* - Die Verwaltungsbehörde kann die Reguirierung der Güter und Personen vornehmen, um der Gefahr oder längeren Behinderung ein Ende zu setzen.

Die Regierung verabschiedet die Modalitäten für die Reguirierung der Güter und Personen.

Im Falle einer in Absatz 1 erwähnten Reguirierung bestimmen die Gerichtshöfe und Gerichte die Entschädigung.»

**Art. 18** - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel *9septies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *9septies* - § 1 - Wenn der Eigentümer oder dessen Vertreter nach der Aufforderung, innerhalb der in Artikel *9ter* § 2 erwähnten Frist der Gefahr oder längeren Behinderung ein Ende zu setzen, ablehnt oder unterlässt, die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, kann die Verwaltungsbehörde auf Kosten, Rechnung und Gefahr des Eigentümers einschreiten.

Im Dringlichkeitsfall kann die Verwaltungsbehörde unverzüglich die erforderlichen Handlungsmaßnahmen und Sicherheitsvorkehrungen treffen, einschließlich der Maßnahmen zur Aufbewahrung und zum Manövrieren.

§ 2 - Das Verlassen des Schiffes oder der schwimmenden Anlage durch seinen Eigentümer ergibt sich ebenfalls entweder:

1° wenn keine Genehmigung zur Besetzung des Netzes vorliegt;

2° wenn kein Eigentümer, Fahrer, Benutzer oder Aufseher an Bord ist;

3° oder wenn keine Maßnahme zur Aufbewahrung und zum Manövrieren besteht.

Die in Artikel 6 erwähnten Bediensteten stellen das Verlassen des Schiffes oder der schwimmenden Anlage fest.

Das Feststellungsprotokoll wird innerhalb von fünfzehn Tagen ab seiner Erstellung per Einschreiben übermittelt. Das Feststellungsprotokoll gilt als Aufforderung für den Eigentümer des Schiffes oder der schwimmenden Anlage, dem Zustand des Verlassenseins innerhalb von zwei Monaten ab seiner Übermittlung ein Ende zu setzen.

Wenn der Eigentümer, Fahrer, Benutzer oder Aufseher sich nicht meldet oder nicht die erforderlichen Maßnahmen zum Manövrieren oder Instandhalten trifft, um dem Zustand des Verlassenseins innerhalb von sechs Monaten ab der Übermittlung der Feststellung an den Eigentümer ein Ende zu setzen, kann die Verwaltungsbehörde das Schiff oder die schwimmende Anlage als verlassen erklären und in Besitz nehmen.

Der Eigentumsübergang wird in die Hypothekenregister eingetragen.

Die Verwaltungsbehörde kann innerhalb von zwei Monaten ab der Inbesitznahme:

1° entweder das Schiff oder die schwimmende Anlage unter Vorbehalt der Rechte der bevorrechtigten Gläubiger und Hypothekargläubiger verkaufen;

2° oder vernichten, wenn der Marktwert seinen bzw. ihren Verkauf nicht rechtfertigt.»

**Art. 19** - In den durch Artikel 14 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Unterabschnitt 2 mit dem Titel "Wracks" eingefügt:

**Art. 20** - In den durch Artikel 19 eingefügten Unterabschnitt 2 wird ein Artikel *9octies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *9octies* - Der vorliegende Unterabschnitt ist auf die Wracks von Schiffen oder schwimmenden Anlagen anwendbar, die sich auf dem regionalen öffentlichen Netz befinden.

Der Zustand als Wrack des Schiffes oder der schwimmenden Anlage ergibt sich aus der Schwimmunfähigkeit, dem Fehlen eines Benutzers und dem Nichtvorhandensein von betreffenden Maßnahmen zur Aufbewahrung und zum Manövrieren.»

**Art. 21** - In denselben Unterabschnitt 2 wird ein Artikel *9novies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *9novies* - Wenn der Eigentümer des Wracks unbekannt ist oder, wenn dieser direkt oder in der Person seines Vertreters eine ordnungsgemäße Aufforderung erhalten hat, sich weigert oder es versäumt, die Maßnahmen zur Rettung, Bergung, Beseitigung, Vernichtung oder die zur Beseitigung der Gefahren, die dieses Wrack darstellt, bestimmten Maßnahmen vorzunehmen, kann die Verwaltungsbehörde je nach Fall von Amts wegen einschreiten oder den Verkauf oder das Abwracken des Wracks auf Kosten und Risiken des Eigentümers vornehmen.

Die Forderung der Rettungseinsatzkräfte sowie diejenige der Rettungsarbeiten wird durch ein Pfandrecht auf den Wert des Wracks gleichen Ranges wie das Pfandrecht der Kosten für den Schutz des Gegenstands abgesichert.»

**Art. 22** - In Kapitel *Viter*, eingefügt durch Artikel 10, wird ein Abschnitt 3 mit dem Titel "Pfändungen und Zwangsvollstreckung in Sachen langfristiges Parken" eingefügt.

**Art. 23** - In den durch Artikel 22 eingefügten Abschnitt 3 wird ein Artikel *9decies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *9decies* - Bei Nichtzahlung der Gebühren, wie diese in der vorläufigen Konzessionsvereinbarung festgelegt werden, kann das Schiff oder die schwimmende Anlage Gegenstand einer Mobiliarpfändung sein.

Die Mobiliarpfändung wird gemäß den Formen und dem Verfahren durchgeführt, die in Artikel 1545 bis 1559 des Gerichtsgesetzbuches vorgeschrieben werden.»

**Art. 24** - Artikel 12 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 24. November 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2016-2017*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 624 (2016-2017), Nrn. 1 bis 5

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 23. November 2016

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/206124]

**24 NOVEMBER 2016.** — Decreet houdende wijziging van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijk openbaar wegen- en waterwegendomein en diverse bepalingen betreffende het vervoer over de weg (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijk openbaar wegen- en waterwegendomein wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Richtlijn 2015/719 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2015 tot wijziging van Richtlijn 96/53/EG van de Raad houdende vaststelling, voor bepaalde aan het verkeer binnen de Gemeenschap deelnemende wegvoertuigen, van de in het nationale en het internationale verkeer maximaal toegestane afmetingen, en van de in het internationale verkeer maximaal toegestane gewichten wordt gedeeltelijk omgezet bij dit decreet. »

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid aangevuld met de punten 5° en 6°, luidend als volgt :

« 5° de scheepvaartvoorschriften op de waterwegen en op de grote waterbouwkundige kunstwerken te bepalen;

6° bijzondere voorschriften voor elke waterweg en groot waterbouwkundig kunstwerk naar gelang van bijzondere omstandigheden te nemen. »

**Art. 3.** Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2 wordt 3° vervangen als volgt :

« 3° al wie op het gewestelijk openbaar domein opschriften, affiches, beeld- of fotoreproducties, vlugschriften of brochures aanplakt of elke reclame-inrichting plaatst op andere plekken dan die welke daartoe voorzien worden door de beherende overheid; »;

2° in paragraaf 2, wordt 5° opgeheven;

3° § 3, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2010, wordt vervangen als volgt :

« § 3. Degenen die een voertuig of een sleep van voertuigen besturen waarvan de massa van de assen, onverminderd de toepassing van de meettolerantie van het weegtoestel, het toegelaten maximum overschrijdt, worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en een geldboete van 75 euro tot 75.000 euro of met slechts één van die straffen. »;

4° dezelfde paragraaf wordt aangevuld met de §§ 4 tot 7, luidend als volgt :

« § 4. Degenen die een voertuig of een sleep van voertuigen besturen waarvan de totale massa, onverminderd de toepassing van de meettolerantie van het weegtoestel, het toegelaten maximum overschrijdt, worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en een geldboete van 75 euro tot 75.000 euro of met slechts één van die straffen.

§ 5. Degenen die een geladen voertuig of een geladen sleep van voertuigen besturen, waarvan de afmetingen, het toegelaten maximum overschrijdt, worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en een geldboete van 75 euro tot 75.000 euro of met slechts één van die straffen.

§ 6. De in dit artikel vermelde bedragen worden verhoogd met opdecimen zoals bedoeld in de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten.

§ 7. De straf en de boete vermeld in dit artikel worden naar gelang van de ernst van de overtreding, van de eventuele gelijktijdigheid van meerdere overtredingen en van de eventuele recidive bepaald. »

**Art. 4.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *IIIbis* ingevoegd met als opschrift "Specifieke overtredingen gepleegd op het gewestelijk openbaar waterwegendomein".

**Art. 5.** In hoofdstuk *IIIbis*, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *5bis*.

§ 1<sup>er</sup>. Met een geldboete van 50 euro tot 1.000 euro worden bestraft :

1° degenen die een overtreding plegen van de artikelen 3, § 1, c), 5, §§ 2, 3 en 5, 7, eerste lid, 8, § 3, twaalfde lid, en § 4, 9, § 2, tweede lid, 11, § 2 en 12, § 1 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 houdende regeling van de scheepvaart op de waterwegen in het Waalse Gewest en tot opheffing voor het Waalse Gewest van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 15 oktober 1993 houdende algemeen reglement der scheepvaartwegen van het Koninkrijk;

2° degenen die de wilde dieren op het gewestelijk openbaar waterwegendomein voeren.

§ 2. Met een geldboete van 50 euro tot 10.000 euro worden bestraft :

- degenen die een overtreding plegen van de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering houdende van 15 mei 2014 regeling van de scheepvaart op de waterwegen in het Waalse Gewest en tot opheffing voor het Waalse Gewest van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 houdende algemeen reglement der scheepvaartwegen van het Koninkrijk, met uitzondering van de artikelen bedoeld in § 1;

- degenen die een onaangepast gedrag hebben bij het varen onder door een kunstwerk;

- degenen die deelnemen aan het besturen, het trakteren of het trekken van een schip of een drijvende installatie en die via manoeuvres, verplaatsingen of door het stilstanden vrijwillig een obstakel vormen voor het normale verkeer op de waterwegen.

§ 3. Degenen die een overladen schip besturen, waarvan de diepgang de maximum toegelaten diepgang die voor die weg in een bijzondere bepaling genomen krachtens artikel 2, tweede lid, 6° is bepaald, overschrijdt.

De in het eerste lid bedoelde geldboete bedraagt :

1° 1.000 tot 5.000 euro in geval van overlading van minder dan 10 ton;

2° 2.000 tot 10.000 euro in geval van overlading van 10 ton tot minder dan 20 ton;

3° 4.000 tot 20.000 euro in geval van overlading van 20 ton tot minder dan 50 ton;

4° 5.000 tot 30.000 euro in geval van overlading van 50 ton tot minder dan 100 ton;

5° 6.000 tot 50.000 euro in geval van overlading van 100 ton tot minder dan 500 ton;

6° 7.500 tot 75.000 euro in geval van overlading van 500 ton en meer.

§ 4. Met een geldboete van 50 euro tot 10.000 euro worden bestraft, de overtredingen van :

1° de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen en de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° de wet van 21 mei 1991 betreffende het invoeren van een stuurbrevet voor het bevaren van de scheepvaartwegen van het Rijk en de uitvoeringsbesluiten ervan;

3° het koninklijk besluit van 30 maart 1976 houdende goedkeuring van het Reglement betreffende het onderzoek van Rijnschepen;

4° koninklijk besluit van 24 september 2006 houdende vaststelling van het algemeen politiereglement voor de scheepvaart op de binnenwateren van het Koninkrijk;

5° het koninklijk besluit van 9 maart 2007 houdende de bemanningsvoorschriften op de scheepvaartwegen van het Koninkrijk;

6° het koninklijk besluit van 16 januari 1996 betreffende de toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal goederenvervoer over de binnenwateren.

§ 5. De in de §§ 1, 2 en 4 vermelde bedragen worden verhoogd met opdecimen zoals bedoeld in de wet van 1 maart 2 betreffende de opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten. »

**Art. 6.** In artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 december 2010 en 27 oktober 2011 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 1, eerste lid, worden de woorden "Onverminderd de bevoegdheden van de ambtenaren van de federale en lokale politie" vervangen door de woorden "Onverminderd de bevoegdheden van de ambtenaren van de federale politie en de lokale politie voor de toepassing van de bepalingen van dit decreet" en worden de woorden "bij artikel 5" vervangen door de woorden "bij artikel 5 of 5bis";

b) in § 4 wordt 1° vervangen als volgt :

« elke persoon van wie ernstig vermoed wordt dat hij een in de artikelen 5 en 5bis bedoelde overtreding heeft begaan te verzoeken om de overlegging van zijn identiteitskaart of van elk ander identificatiedocument, alsook om de overlegging van de documenten die nodig en onontbeerlijk zijn voor de identificatie van het voertuig of het drijvend vaartuig; »;

c) § 5 vervangen als volgt :

« § 5. In geval van overtreding van artikel 5, § 3 of § 4, kan de domaniale politieagent het voertuig of de sleep van voertuigen immobiliseren. Hij kan tot de aflading overgaan onder de volgende voorwaarden:

1° van vijf tot twintig procent overlading: het overtollige gewicht afladen en eventueel, indien hij acht dat de overlading een veiligheidsrisico heeft kunnen veroorzaken, het keuringsbewijs met terugzending naar de afgifteplaats intrekken;

2° meer dan twintig procent overlading: volledig afladen en het keuringsbewijs met terugzending naar de afgifteplaats intrekken.

In geval van overtreding van artikel 5, § 5, kan de domaniale politieagent het voertuig of de sleep van voertuigen immobiliseren. Hij kan tot de aflading overgaan onder de volgende voorwaarden :

1° van vijf tot twintig procent overschrijding van de afmetingen: de overschrijding van de afmetingen afladen;

2° meer dan twintig procent overschrijding van de afmetingen: volledig afladen.

De immobilisatie en de aflading worden met kosten, risico's en gevaar van de overtreder uitgevoerd.

In geval van immobilisatie of aflading kan het voertuig of de sleep van voertuigen gedurende een periode van zesennegentig uren vanaf de vaststelling van de overtreding met kosten, risico's en gevaar van de overtreder bewaard worden.

Na afloop van de in het vierde lid bedoelde termijn mag de inbeslagneming van het voertuig door het openbaar ministerie bevolen worden. Een bericht van inbeslagneming wordt binnen twee werkdagen aan de eigenaar van het voertuig of van de sleep van voertuigen gezonden. De kosten en het risico voor het voertuig of de sleep van voertuigen blijven tijdens de duur van de inbeslagneming ten laste van de overtreder. De inbeslagneming wordt opgeheven na rechtvaardiging van de aflading en van de betaling van de eventuele bewaringskosten. »;

d) dezelfde paragraaf wordt aangevuld met de §§ 6 en 7, luidend als volgt :

« § 6. In geval van overtreding van artikel 5bis, § 3, gaat de domaniale politieagent over tot de immobilisatie van het schip en tot de aflading van de overtollige vracht op de dichtbij gelegen kade en voor het varen onder door het volgende kunstwerk. Bij gebrek aan aflading kan het schip niet onder het volgende kunstwerk door varen.

De aflading van het schip wordt met kosten, risico's en gevaar van de vermoedelijke overtreder uitgevoerd.

§ 7. De modaliteiten voor de toepassing van dit artikel kunnen nader bepaald worden door de Regering. »

**Art. 7.** In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010 worden de woorden "of § 4 of § 5" ingevoegd tussen de woorden "of § 3" en de woorden "kan de beherende overheid".

**Art. 8.** Artikel 8bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2010 en gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011 wordt vervangen als volgt :

« Art. 8bis. § 1. De domaniaal politieagent die een inbreuk op artikel 5 of op artikel 5bis vaststelt kan, met de instemming van de overtreder, overgaan tot de onmiddellijke inning van een geldsom.

§ 2. Het onmiddellijke inningsbedrag is 150 euro voor de overtredingen bedoeld in artikel 5, § 1, 50 euro voor de overtredingen bedoeld in artikel 5, § 2.

§ 3. In geval van overtreding van artikel 5, § 3, bedraagt de onmiddellijke inning onverminderd de toepassing van de meettolerantie van het weegtoestel :

1° 250 euro in geval van overlading tot 5 %;

2° 500 euro in geval van overlading van meer dan vijf procent tot tien procent;

3° 1.000 euro in geval van overlading van meer dan tien procent tot vijftien procent;

4° 1.500 euro in geval van overlading van meer dan vijftien procent tot twintig procent;

5° 2.000 euro in geval van overlading van meer dan twintig procent;

6° 2.500 euro in geval van overlading van meer dan dertig euro tot veertig euro;

7° 3.000 euro in geval van overlading van meer dan veertig procent tot vijftig procent;

8° 3.500 euro in geval van overlading van meer dan vijftig procent tot zestig procent;

9° 4.000 euro in geval van overlading van meer dan zestig procent.

§ 4. In geval van overtreding van artikel 5, § 4, bedraagt de onmiddellijke inning onverminderd de toepassing van de meettolerantie van het weegtoestel :

1° 500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten massa tot tien procent;

2° 1.000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten massa van meer dan tien tot vijftien procent;

3° 2.000 euro in geval van overlading van de maximaal toegelaten massa van meer dan vijftien tot twintig procent;

4° 3.000 euro in geval van overlading van de maximaal toegelaten massa van meer dan twintig tot dertig procent;

5° 4.000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten massa van meer dan dertig procent;

6° 5.000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten massa van meer dan veertig procent.

§ 5. In afwijking van de §§ 3 en 4 wordt aan de voertuigen en voertuigencombinaties met een maximaal toegelaten massa zoals hierna vermeld een geldboete opgelegd :

1° 3.5 t maximaal toegelaten massa wordt niet overschreden, een onmiddellijke inning van twintig procent van de bedragen bedoeld in de §§ 3 en 4;

2° een maximaal toegelaten massa hoger dan 3,5 ton en kleiner dan 12 ton, een onmiddellijke inning van vijftig procent van de bedragen bedoeld in de §§ 3 en 4;

3° een maximaal toegelaten massa hoger dan of gelijk aan 12 ton zonder hoger te zijn dan 32 ton, een onmiddellijke inning van vierentachtig procent van de bedragen bedoeld in de §§ 3 en 4.

§ 6. Bij een overtreding van artikel 5, § 5, bedraagt de onmiddellijke inningssom :

1° wanneer de lengte van het geladen voertuig of van de sleep van voertuigen hoger is dan de maximaal toegelaten lengte :

a) 75 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte tot vijf procent;

b) 400 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan vijf procent tot tien procent;

c) 700 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan tien procent tot vijftien procent;

d) 1.000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan vijftien procent tot twintig procent;

e) 1.500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan twintig procent tot dertig procent;

f) 2.000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan dertig procent tot veertig procent;

g) 2.500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan veertig procent;

2° wanneer de hoogte van het geladen voertuig of van de sleep van voertuigen hoger is dan de maximaal toegelaten hoogte :

a) 75 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte tot twee procent;

b) 200 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan twee procent tot vijf procent;

c) 700 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan vijf procent tot tien procent;

d) 1.500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan tien procent tot vijftien procent;

e) 2.000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan vijftien procent tot twintig procent;

f) 2.500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan twintig procent;

3° wanneer de breedte van het geladen voertuig of van de sleep van voertuigen hoger is dan de maximaal toegelaten breedte :

a) 75 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten breedte tot vijf procent;

b) 200 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten breedte van meer dan vijf procent tot tien procent;

c) 700 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten breedte van meer dan twintig procent tot veertig procent;

d) 1.500 euro in geval van overschrijding van de maximale toegelaten breedte van meer dan veertig procent.

§ 7. Indien meerdere overtredingen bedoeld in de §§ 3 tot 6 gelijktijdig worden vastgesteld, worden de bedragen van de onmiddellijke inningen gecumuleerd zonder 7.500 euro te mogen overschrijden.

§ 8. In geval van een overtreding van artikel 5bis, § 1 bedraagt de onmiddellijke inningssom 250 euro.

§ 9. In geval van een overtreding van artikel 5bis, § 2 bedraagt de onmiddellijke inningssom 750 euro.

§ 10. Bij een overtreding van artikel 5bis, § 3, bedraagt de onmiddellijke inningssom :

1° 1.000 euro in geval van overlading kleiner dan 10 ton;

2° 2.000 in geval van overlading van 10 ton tot minder dan 20 ton;

3° 4.000 in geval van overlading van 20 ton tot minder dan 50 ton;

4° 5.000 in geval van overlading van 50 ton tot minder dan 100 ton;

5° 6.000 in geval van overlading van 100 ton tot minder dan 500 ton;

6° 7.500 euro in geval van overlading van 500 ton en meer.

§ 11. In geval van een overtreding van artikel 5bis, § 4 bedraagt de onmiddellijke inningssom 1.000 euro.

§ 12. De onmiddellijke betaling van de som dooft de mogelijkheid uit om de overtreder een administratieve geldboete op te leggen voor het beoogde feit.

De onmiddellijke betaling van de som belet de procureur des Konings niet om de artikelen 216bis of 126ter van het Wetboek van Strafvordering toe te passen of strafrechtelijke vervolgingen in te stellen. Bij toepassing van de artikelen 216bis of 216ter van het Wetboek van Strafvordering wordt de onmiddellijk geïnde som toegerekend op de som bepaald door het openbaar ministerie en het eventuele overschot wordt terugbetaald.

Bij een veroordeling van belanghebbende wordt de onmiddellijk geïnde som toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en de uitgesproken geldboete, en het eventuele overschot wordt terugbetaald.

Bij een vrijspraak wordt de onmiddellijk geïnde som teruggegeven.



Bij een voorwaardelijke veroordeling wordt de onmiddellijk geïnde som teruggegeven na aftrek van de gerechtskosten.

Bij een overtreding van artikel 5 of artikel 5bis van het decreet en wanneer de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft en de voorgestelde som niet onmiddellijk betaalt of weigert te betalen, moet hij een som in consignatie geven die gelijk is aan het totaalbedrag van de onmiddellijke inningen die per overtreding verschuldigd zijn.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de inning en de indexering van de som en kan de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel bepalen. »

**Art. 9.** In artikel 9 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 december 2010 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

c) § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor zover de feiten krachtens artikel 5 of 5bis strafbaar zijn met een strafrechtelijke sanctie, kan een administratieve boete aan de overtreder opgelegd worden in plaats van een strafrechtelijke sanctie.

Het bedrag van de administratieve boete :

1° is 50 tot 10.000 euro voor de overtredingen bedoeld in artikel 5, § 1 en 5bis, § 2;

2° is 50 tot 1.000 euro voor de overtredingen bedoeld in artikel 5, § 2 en 5bis, § 1;

§ 3° wordt bepaald door de opdeciepen zoals bedoeld in de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdeciepen op de strafrechtelijke geldboeten toe te passen op het bedrag van de onmiddellijke inning voor de in artikel 5, §§ 3 tot 5 bedoelde overtredingen.

De administratieve boete wordt verdubbeld indien de volgende voorwaarden op cumulatieve wijze worden vervuld :

1° bij herhaling van een overtreding als bedoeld in artikel 5, §§ 3 tot 5, binnen drie jaar te rekenen van de definitieve administratieve beslissing tot oplegging van een administratieve boete die zonder onderscheid betrekking heeft op één van de overtredingen;

2° het bedrag van de onmiddellijke inning die van toepassing is op de nieuwe overtreding is minstens gelijk aan het bedrag toegepast op de overtreding die het voorwerp uitmaakt van de definitieve administratieve beslissing of schade is aangericht aan het gewestelijke openbaar waterwegendomein ten gevolge van de nieuwe overtreding.

In geval van overtreding van artikel 5bis, § 3 is het bedrag van de administratieve boete :

1° 1.000 tot 5.000 euro in geval van overlading kleiner dan 10 ton;

2° 2.000 tot 10.000 euro in geval van overlading van 10 ton tot minder dan 20 ton;

3° 4.000 tot 20.000 euro in geval van overlading van 20 ton tot minder dan 50 ton;

4° 5.000 tot 30.000 euro in geval van overlading van 50 ton tot minder dan 100 ton;

5° 6.000 tot 50.000 euro in geval van overlading van 100 ton tot minder dan 500 ton;

6° 7.500 tot 75.000 euro in geval van overlading van 500 ton en meer.

Voor de overtredingen bedoeld in artikel 5bis, § 4, bedraagt de administratieve geldboete minstens 50 euro en hoogstens 10.000 euro.

De Regering wijst één of meerdere sanctionerende ambtenaren aan, hierna "de ambtenaar" genoemd, onder de ambtenaren met een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkwaardig diploma.

De Regering legt de administratieve boetes op onder voorwaarden die zijn onafhankelijkheid en zijn onpartijdigheid waarborgen. Een ambtenaar mag geen beslissing nemen in een dossier waarvoor hij in een andere hoedanigheid is opgetreden, noch een rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben in de ondernemingen of instellingen betrokken bij de procedure.

De Regering kan de kosten van de administratieve procedure bepalen. »;

b) dezelfde paragraaf wordt aangevuld met § 10, luidend als volgt :

« § 10. De personen die krachtens artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek burgerlijk aansprakelijk zijn, zijn ook aansprakelijk voor de betaling van de strafrechtelijke geldboete, van de onmiddellijke inning of van de administratieve boete en van de gerechts- of procedurekosten.

De opdrachtgever, de verlader, de vervoerscommissionair of de commissionair-expediteur van een vervoer van goederen maakt een aangifte aan de vervoerder aan wie hij het vervoer van een afneembare laadbak of een container toevertrouwt, over; die aangifte vermeldt het gewicht van die container of afneembare laadbak. De vervoerder geeft toegang tot elk nuttig document dat door de verlader is overgemaakt.

De opdrachtgever, de verlader, de vervoerscommissionair of de commissionair-expediteur van een vervoer van goederen worden op dezelfde wijze gestraft als de daders van de overtredingen bedoeld in artikel 5, §§ 3 tot 5, indien zij instructies hebben gegeven of daden hebben gesteld die tot deze overtredingen hebben geleid of indien ze het tweede lid niet toegepast hebben. »

**Art. 10.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk VI<sup>ter</sup> ingevoegd met als opschrift "Maatregelen van ambtswege op het gewestelijk openbaar waterwegendomein".

**Art. 11.** In hoofdstuk *VI*ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 10, wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift "Verplaatsing van ambtswege".

**Art. 12.** In afdeling 1 ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel *9*ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9*ter. § 1. De beherende overheid verzoekt de eigenaar, of de bestuurder, of de bezetter van het schip of van de drijvende installatie om de plaatsen te verlaten wanneer :

1° het parkeren van zijn vaartuig, in strijd met de wetten en verordeningen of met een injunctie van de beherende overheid, het behoud, het normale gebruik of de veiligheid van de gebruikers van de waterwegen op het spel zet;

2° de houder van een vergunning of van een tijdelijke concessieovereenkomst de erin bepaalde voorwaarden niet naleeft en wanneer een einde wordt gemaakt aan deze overeenkomst of aan deze vergunning.

Bij de toepassing van 1° deelt de beherende overheid een nieuwe parkeerplaats aan de eigenaar, de bestuurder of de bezetter mee.

§ 2. De beherende overheid bepaalt de termijn waarin het schip of de drijvende installatie verplaatst is, waarbij die termijn niet hoger mag zijn 24 uur. Na afloop van de termijn gaat de beherende overheid tot de verplaatsing van het schip of van de drijvende installatie over.

Wanneer het schip of de drijvende installatie als woonplaats of verblijfplaats dient, bepaalt de in § 1 bedoelde ingebrekestelling een uitvoeringstermijn die vanaf de betekening ervan niet kleiner dan zeven dagen is. De verplaatsing van ambtswege van het schip of van de drijvende installatie wordt zodanig uitgevoerd dat de toegang ertoe wordt verleend aan de eigenaar, aan de bestuurder of aan de bezetter.

Behalve in spoedgevallen kan de ingebrekestelling alleen uitgevoerd worden nadat de eigenaar, de bestuurder of de bezetter hun schriftelijke of mondelinge opmerkingen hebben kunnen formuleren. Deze ingebrekestelling informeert hen dat ze door een raadsman kunnen worden bijgestaan.

Bij onmiddellijk gevaar kunnen de schepen of drijvende installaties van ambtswege zonder voorafgaandelijk ingebrekestelling verplaatst worden. De beherende overheid deelt dan ook de nieuwe parkeerplaats aan de eigenaar mee. »

**Art. 13.** In dezelfde afdeling wordt een artikel *9*quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9*quater. De kosten gebonden aan de verplaatsing van ambtswege, aan de vastlegging en aan de bewaring van het schip of van de verplaatste drijvende installatie zijn ten laste van de eigenaar.

Bij de verplaatsing van ambtswege en de vastlegging worden de manoeuvres op risico van de eigenaar uitgevoerd.

De eigenaar blijft verantwoordelijk voor de bewaring van het schip of de drijvende installatie. »

**Art. 14.** In hoofdstuk *VI*ter, ingevoegd bij artikel 10, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Verwaarloosde schepen en scheepswrakken".

**Art. 15.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 14, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd met als opschrift : "Verwaarloosde schepen of drijvende installaties".

**Art. 16.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 15, wordt een artikel *9*quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9*quinquies. Deze onderafdeling is van toepassing op elk schip of drijvende installatie met een drijfvermogen, verwaarloosd op het openbaar gewestelijk domein en die een gevaar of een langdurige belemmering vormt voor de scheepvaart.

**Art. 17.** In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel *9*sexies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9*sexies. Om een einde te maken aan het gevaar of aan de langdurige belemmering kan de beherende overheid overgaan tot de vordering van de goederen en de personen.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de vordering van de goederen en personen.

In geval van vordering zoals bedoeld in het eerste lid bepalen de hoven en rechtbanken de vergoeding. »

**Art. 18.** In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel *9*septies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9*septies. § 1. Indien de eigenaar of zijn vertegenwoordiger na het verzoek om binnen de in artikel *9*ter, § 2, bedoelde termijn een einde te maken aan het gevaar of aan de langdurige belemmering, weigert of nalaat de nodige maatregelen te treffen, kan de beherende overheid met kosten, risico's en gevaar van de eigenaar tussenbeide komen.

In spoedgevallen kan de beherende overheid zo spoedig mogelijk de nodige interventie- en beschermingsmaatregelen, met in begrip van de bewarings- en manoeuvremaatregelen, treffen.

§ 2. Het verlaten van het schip of van de drijvende installatie door zijn eigenaar vloeit ook voor uit :

1° het gebrek aan vergunning om het domein te bezetten;

2° de afwezigheid van eigenaar, bestuurder, bezetter of bewaker aan boord;

3° de afwezigheid van bewarings- of manoeuvremaatregel.

De personeelsleden bedoeld in artikel 6 stellen het verlaten van het schip of van de drijvende installatie vast.

Het proces-verbaal van vaststelling wordt binnen vijftien dagen na de opmaking ervan bij aangetekend schrijven overgemaakt. Het proces-verbaal van vaststelling geldt als ingebrekestelling voor eigenaar van het schip of van de drijvende installatie om een einde te maken aan de verwaarlozingstaat binnen twee maanden na de kennisgeving ervan.

Wanneer geen eigenaar, bestuurder, bezetter of bewaker zich manifesteert of de nodige manoeuvre- of onderhoudmaatregelen treft om einde te maken aan de verwaarlozingstaat binnen zes maanden na de kennisgeving van de vaststelling aan de eigenaar, kan de beherende overheid verklaren dat het schip of de drijvende installatie verwaarloosd is en verwerft ze de eigendom ervan.

De overdracht van eigendom maakt het voorwerp uit van een overschrijving in de registers van de hypotheekbewaringen.

Binnen twee maanden na het verwerven van de eigendom kan de beherende overheid :

1° ofwel het schip of de drijvende installatie onder voorbehoud van de bevoorrechte en hypothecaire schuldeisers verkopen;

2° ofwel het schip of de drijvende installatie slopen indien zijn/haar handelswaarde zijn/haar verkoop niet rechtvaardigt. »

**Art. 19.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 14, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift "Scheepswrakken".

**Art. 20.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel *9octies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9octies*. Deze onderafdeling is van toepassing op de scheepswrakken of op de wrakken van drijvende installatie gelegen op het openbaar gewestelijk domein.

De wrak van het schip of van de drijvende installatie vloeit voort uit het niet-drijvendigheidsvermogen, uit de afwezigheid van het schip of uit het gebrek aan bewakings- en manoeuvremaatregelen. »

**Art. 21.** In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel *9novies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9novies*. Wanneer de eigenaar van het wrak onbekend is of als hij, behoorlijk in gebreke gesteld, rechtstreeks of in de persoon van zijn vertegenwoordiger, weigert of nalaat over te gaan tot de reddings-, terugwinnings-, verwijderings-, vernietigingsverrichtingen of tot de verrichtingen bestemd om een einde te maken aan de risico's van dit wrak, kan de beherende overheid volgens het geval van ambtswege tussenbeide komen of het wrak op kosten en risico van de eigenaar te verkopen of te slopen.

De schuldvordering van de redders en de schuldvordering voortvloeiend uit de reddingswerken wordt gewaarborgd door een voorrecht op de waarde van het wrak van dezelfde rang als het voorrecht van de kosten voor de bewaring van de zaak. »

**Art. 22.** In hoofdstuk *VIter*, ingevoegd bij artikel 10, wordt een afdeling 3 ingevoegd met als opschrift "Beslagen en gedwongen uitvoering inzake langdurig parkeren".

**Art. 23.** In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 22, wordt een artikel *9decies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9decies*. In geval van niet-betaling van de heffingen zoals bepaald in de tijdelijke concessieovereenkomst kan het schip of de drijvende installatie het voorwerp uitmaken van een uitvoerend beslag op roerend goed.

Het uitvoerend beslag op roerend goed wordt verricht volgens de vormen en de procedure voorgeschreven bij de artikelen 1545 tot 1559 van het Gerechtelijk wetboek. »

**Art. 24.** Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 november 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

—  
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

*Stukken van het Waals Parlement, 624 (2016-2017), nrs. 1 tot 5.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 23 november 2016.*

Bespreking.

Stemming.